

Le Chili alerte sur la crise de droits de l'homme en Colombie



Santiago du Chili, 11 janvier (RHC) L'actuelle situation d'insécurité que vit la Colombie sera analysée mardi prochain par la Commission des Droits de l'homme de la Chambre des Députés du Chili, en tant que pays accompagnant du traité de Paix de cette nation.

La préoccupation des parlementaires pour cette crise émane d'une lettre envoyée par une centaine de personnalités chiliennes par le biais de l'Observatoire International Radomiro Tomic, en octobre 2020, au député Jaime Naranjo, président de la Commission.

Cette lettre dont Prensa Latina a eu connaissance lance une mise garde sur l'image partielle que donnent les médias, le Gouvernement et le parlement à l'opinion publique chilienne à propos de la grave crise humanitaire que vit la Colombie

Les signataires dénoncent que le Chili «n'a pas joué le rôle en tant que pays accompagnant après la signature des accords de Paix le 12 décembre 2016 entre la guérilla et le Gouvernement de Colombie ». Ils ont critiqué en même temps la violation réitérée des accords de paix. Le plus grave est le manque de garanties des leaders sociaux et des défenseurs de droits de l'homme pour participer à la vie politique et l'impunité contre les responsables des meurtres de ces personnes.

La lettre rappelle, entre autres, que le Ministère Public colombien comptabilise 349 leaders sociaux assassinés alors que le Défenseur du Peuple fait état de 555 meurtres de dirigeants communautaires entre le 1er janvier 2016 et octobre 2019.

Selon des Organisations du Centre pour la Justice et le Droit International, cette situation s'aggrave parce que dans un 98% des cas, les auteurs de ces crimes n'ont pas été jugés.

Quant à la situation des anciens combattants des FARC-AP, la Mission de l'ONU pour la vérification de l'application des accords, a constaté depuis la signature de l'Accord Final, 224 assassinats, 20 disparitions forcées et 53 tentatives d'homicide.

Les signataires sollicitent de la Commission des Droits de l'homme de la Chambre des Députés du Chili, « des actions urgentes » et des preuves de son engagement envers la Paix et la défense des droits de l'homme en Colombie »

Luis Horacio Atenas, membre de l'Observatoire International Radomiro Tomic, a déclaré dimanche dernier à Prensa Latina que la commission a abordé ce thème le 5 janvier. Elle a alors décidé d'organiser une rencontre spéciale mardi prochain avec la présence du ministre des Affaires Étrangères, Andrés Allamand.

L'Observatoire International Radomiro Tomic est constitué par des militants du Parti Démocrate-Chrétien, engagés envers des processus sociaux de l'Amérique Latine et déterminés à les faire connaître à l'opinion publique chilienne.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/244309-le-chili-alerte-sur-la-crise-de-droits-de-lhomme-en-colombie>



Radio Habana Cuba